



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

L'image socio-politique des agriculteurs dans l'opinion : évolution depuis 1945

Mme Isabel Boussard

Citer ce document / Cite this document :

Boussard Isabel. L'image socio-politique des agriculteurs dans l'opinion : évolution depuis 1945. In: Économie rurale. N°145, 1981. pp. 25-31;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2796>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_145_1_2796

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Abstract

In general French people agree with Governmental grants or subsidies to agriculture. Furthermore many of them think special help has to be bestowed upon the poorest farmers. Farmers are not liable for the difficulties they come across. They undergo numerous risks and are not responsible for the slumps or high prices. Agriculture has also to be supported because it is one of the main French economic forces and may even become a stronger one. Income transfers are useful provided they are well assigned. In the long run, they are profitable to the whole national community in so far as they are necessary not only to the economic balance but to the quality of life of all citizens. Even if it is not the full picture of French public opinion, it is anyhow, the image given by a hundred of polls collected since 1945.

Résumé

Les Français ne considèrent pas la politique d'aide à l'agriculture sous un jour défavorable. Beaucoup pensent même qu'une certaine solidarité doit jouer à l'égard des plus défavorisés. Elle doit jouer car si les agriculteurs ont des difficultés, ce n'est pas de leur faute. Leur tâche est difficile, soumise à de nombreux aléas, d'où, très logiquement, le fait que peu de gens envisagent d'en faire leur métier. Elle doit jouer aussi car l'agriculture est un atout pour la France et peut le devenir davantage, notamment en matière d'exportation. Les transferts sont donc utiles, à condition d'être bien orientés. A long terme la communauté nationale dans son ensemble, en bénéficie car une agriculture prospère est nécessaire non seulement à l'équilibre économique, mais à la qualité de la vie des citoyens. Telle est en tout cas l'image qui se dégage de l'étude d'une centaine de sondages recensés depuis 1945 et reflétant, avec plus ou moins de fidélité, l'opinion publique française.

IMAGE SOCIO-POLITIQUE DES AGRICULTEURS DANS L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE DEPUIS 1945

Isabel BOUSSARD

Fondation Nationale des Sciences Politiques
Centre d'étude de la Vie Politique Française contemporaine.

Résumé :

Les Français ne considèrent pas la politique d'aide à l'agriculture sous un jour défavorable. Beaucoup pensent même qu'une certaine solidarité doit jouer à l'égard des plus défavorisés. Elle doit jouer car si les agriculteurs ont des difficultés, ce n'est pas de leur faute. Leur tâche est difficile, soumise à de nombreux aléas, d'où, très logiquement, le fait que peu de gens envisagent d'en faire leur métier. Elle doit jouer aussi car l'agriculture est un atout pour la France et peut le devenir davantage, notamment en matière d'exportation. Les transferts sont donc utiles, à condition d'être bien orientés. A long terme la communauté nationale dans son ensemble, en bénéficie car une agriculture prospère est nécessaire non seulement à l'équilibre économique, mais à la qualité de la vie des citoyens. Telle est en tout cas l'image qui se dégage de l'étude d'une centaine de sondages recensés depuis 1945 et reflétant, avec plus ou moins de fidélité, l'opinion publique française.

Summary :

FARMERS : THE IMAGE GIVEN BY A HUNDRED OF POLLS, PICTURE OF FRENCH PUBLIC OPINION

In general French people agree with Governmental grants or subsidies to agriculture. Furthermore many of them think special help has to be bestowed upon the poorest farmers. Farmers are not liable for the difficulties they come across. They undergo numerous risks and are not responsible for the slumps or high prices. Agriculture has also to be supported because it is one of the main French economic forces and may even become a stronger one. Income transfers are useful provided they are well assigned. In the long run, they are profitable to the whole national community in so far as they are necessary not only to the economic balance but to the quality of life of all citizens. Even if it is not the full picture of French public opinion, it is anyhow, the image given by a hundred of polls collected since 1945.

«Paradoxe, il reste des paysans ! Mieux il n'a jamais été tant question d'eux (...). Résidences secondaires, tourisme «vert», écologie, jeunes s'installant dans les cantons les plus déshérités et, surtout, glorification des vertus paysannes, de la famille rurale, du village, de la culture populaire. Jamais, depuis Vichy, les citadins n'avaient été plus «ruralisants» (1). Cette constatation récente n'est pas isolée et fait suite à toute une série de remarques étonnées sur la permanence des thèmes ruraux dans une France de moins en moins «agricole». L'image du paysan sain, responsable de lui-même et de la campagne salvatrice n'est donc pas perdue, peut-être même gagne-t-elle du terrain ? Mais s'agit-il d'un simple schéma mental, d'une utopie, d'une espérance plus ou moins justifiée ? Ou s'agit-il d'un réel projet social pour lequel les Français seraient prêts à faire d'éventuels sacrifices ?

Un certain nombre de transferts sont effectués en faveur de l'agriculture. Le problème n'est pas ici de les mesurer ou de les apprécier, mais de chercher à déterminer la manière dont ils sont perçus par l'opinion publique française. En d'autres termes, débarrassée de son aura «naturiste» ou écologique, l'agriculture est-elle considérée par les Français comme un problème important, qui doit figurer au premier rang des préoccupations gouvernementales ?

Ce constat établi, comment, en second lieu, les Français jugent-ils cette politique gouvernementale ? Les transferts sont-ils trop importants ou pas assez ? Fait-on trop ou pas assez pour les agriculteurs ? Leur accorde-t-on trop d'importance ? De quelle manière bénéficient-ils de ces transferts ? Sont-ils ou non privilégiés ? Enfin, dans une vision plus globale, comment les agriculteurs sont-ils perçus de l'extérieur ? Les juge-t-on heureux, malheureux ? Plus ou moins victimes ou plus ou moins profiteurs ?

Le matériau ici utilisé est principalement le sondage d'opinion. Tout a été dit, ou presque, sur les limites des sondages, leurs imperfections, leur caractère de miroir déformant. Certes, mais maniés avec prudence, ils restent néanmoins un indicateur de tendance, une manière de mesurer une certaine évolution, car après tout, pourquoi seraient-ils plus faux (ou moins faux) en 1945 qu'en 1980 et quel intérêt auraient les autres catégories socio-professionnelles à travestir leur attitude vis-à-vis des agriculteurs ? Il s'agit en effet ici d'une étude de «représentation», il faut insister sur ce point, d'une image que les autres catégories socio-professionnelles ont de l'agriculture et de la politique agricole, image qui est donc déjà, au départ, une déformation de la réalité sociale. Que les sondages ne soient pas un miroir fidèle a donc, dans ce cas, moins d'importance qu'ailleurs.

1. CLERC François, Editorial, Le Monde Paysan, Paris, La Documentation Française, Les Cahiers Français n° 187 juillet-septembre 1978, pp 5-1

LES PROBLEMES AGRICOLES SONT-ILS IMPORTANTS ?

Il faut distinguer ici s'il s'agit du problème le plus important ou d'un des problèmes les plus importants : «Quel est le problème le plus important pour vous, pour le gouvernement, pour la France ?» On ne dépasse jamais 7% des personnes interrogées pour l'agriculture (en mai 1967). Les préoccupations étant plutôt tournées vers les problèmes de l'emploi, des salaires, des jeunes (2). Une exception toutefois en 1946-1947, par le biais du ravitaillement : «Quel est le problème le plus important pour vous et votre famille ?» 49% des personnes interrogées indiquent le ravitaillement en janvier 1946, 53% le mois suivant, mais c'est un maximum, les pourcentages baissent ensuite aux environs de 30% au profit du problème pécuniaire (3).

Les réponses sont un peu différentes si l'on demande quels sont les problèmes les plus importants, c'est-à-dire que plusieurs réponses sont possibles et que l'agriculture ne figure plus que parmi d'autres préoccupations. Les questions les plus intéressantes sont posées dans le cadre de la CEE et sous l'angle de la modernisation : «La modernisation de l'agriculture est-elle ou non un problème important ?» 30% des personnes interrogées la jugent «très importante», 35% «importante». Si l'on additionne les deux (très important, plus important) on trouve toujours 50% ou plus de personnes interrogées dans les neuf pays, avec un minimum de 50% au Danemark, un maximum de 82% en Italie, la France se situant dans la moyenne plutôt basse 58% (4). Ces chiffres sont confirmés par une deuxième enquête menée quelques mois plus tard : 67% pour l'ensemble, maximum : 82% Italie, minimum : 52% Allemagne, (Danemark 53%), France 64% (5). Toutefois certains problèmes sont encore jugés plus importants tels «lutter en commun contre la hausse des prix, réaliser une politique commune de protection de la nature et de lutte contre les pollutions», etc.

On peut aussi se poser la question suivante : les ministres de l'Agriculture sont-ils jugés des hommes politiques

importants ? Il semble que non ; en tout cas ils ne figurent jamais, en tant que tels, parmi les hommes politiques dont on cherche à mesurer la popularité. Les sondages s'intéressent aux grands leaders, présidents de la République, présidents du Conseil ou premiers ministres, parfois ministre des Finances, jamais aux ministres de l'Agriculture. (La situation va peut-être changer avec la nomination de Mme Edith Cresson ?). On ne les retrouve que par le biais de l'approbation ou non approbation de leur politique, or elle est toujours désapprouvée : celle d'Yves Farge, par exemple, ministre du Ravitaillement en 1946, par 65% des personnes interrogées (6) (2% seulement ne savent pas qui il est, ce qui est un autre signe de l'importance accordée au problème), celle de Pierre Tanguy-Prigent en 1947 à 41% (7), celle de Christian Bonnet en 1974 à 37% (de plus, dans ce dernier cas, il y a 46% d'indifférents) (8).

Enfin les Français ne s'estiment souvent pas suffisamment informés des problèmes agricoles. En 1977, dans une enquête SOFRES-CNMCCA, la question est posée : «Estimez-vous que l'ensemble des moyens d'information (télévision, radio, presse), que vous avez à votre disposition, vous donnent sur l'agriculture...»

Réponses proposées :	Non agricult.	Agricult.
Trop d'informations	2	
Assez d'informations	38	26
Pas assez d'informations	52	70
Ne sait pas	8	4
	100	100

Cette «soif» d'informations de plus de la moitié des non agriculteurs en matière agricole est à souligner. On retrouvera par la suite, le fait que les gens ne savent pas toujours très bien qu'elles sont les mesures prises, quand on leur parle de politique agricole.

LA POLITIQUE AGRICOLE EST-ELLE JUGEE SATISFAISANTE ?

Depuis 35 ans de nombreuses questions ont été posées sur l'approbation ou la critique de telle ou telle politique, ses risques de succès ou d'échec, etc... Le problème peut être vu sous deux faces : la première est l'appréciation de la politique gouvernementale elle-même, de l'aide directe aux agriculteurs. La seconde permet d'envisager ses conséquences : les agriculteurs sont-ils ou non avantagés par rapport aux autres catégories sociales ?

La politique gouvernementale et l'aide directe aux agriculteurs.

Les mesures prises sont presque toujours jugées insuffisantes, à deux exceptions près : en 1954, à propos des subventions aux betteraves et aux vins, la majorité absolue (54%) est atteinte en faveur de leur suppression et il y a même 40% des agriculteurs qui n'en veulent plus (10). La répartition géographique de ceux favorables à leur maintien en matière viticole n'est guère surprenante : elle recouvre la carte des régions fortes productrices de vin. La même question est posée en janvier 1955 à propos de la betterave seule et 81 % des personnes interrogées se pronon-

cent contre le maintien des subventions (5 % seulement désirent qu'elles soient maintenues) (11).

La deuxième exception se situe en 1976 à propos du fameux «impôt sécheresse». Dans un sondage, plusieurs fois commenté, on demande aux personnes interrogées laquelle des deux opinions suivantes est la plus proche de la leur : «Chaque profession a ses risques, il n'y a pas de raison d'aider les agriculteurs une mauvaise année» (48 % des réponses). «C'est un devoir de solidarité nationale pour chaque Français de participer à l'indemnisation des agriculteurs touchés par la sécheresse» (41%). En revanche les Français hésitent à recourir à la grève de l'impôt : 20% seulement l'envisagent fermement, 21% vaguement, 36% l'écartent et 23% ne se prononcent pas (12).

En dehors de ces deux exceptions, les mesures prises en faveur de l'agriculture sont jugées insuffisantes, ou du moins non excessives. En 1957, 42% des non agriculteurs veulent qu'on maintienne les subventions à l'ensemble de l'agriculture (13). Les années 1960-1962 sont des années d'active politique agricole, on le sait, néanmoins 38% des

2. Exemple : «Quel est le problème le plus important pour la France à l'heure actuelle ? L'agriculture : 7% en mai 1967, 0% en mai 1968, 4% en septembre 1969, 2% en septembre 1971. Sondages, 24(3) 1972, p. 90. Pour ne pas alourdir le texte, la fiche signalétique de l'enquête ne sera indiquée que lorsque l'on aura à faire à une population particulière. Dans la plupart des cas il s'agira d'un échantillon d'entre 1000 et 2000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

3. Sondages 8(4), 16 février 1946 et 10(9) mai 1948.

4. Eurobaromètre, «L'opinion publique dans la communauté européenne», n° 3, juin-juillet 1975.

5. Ibid, n° 4, décembre 1975.

6. Sondages, 8(20), 16 novembre 1946.

7. Ibid, 9(10), 16 juin 1947.

8. MURAZ (Roland), La parole aux Français, Paris, Dunod, 1977, p. 177.

9. L'Union Agricole, 393, juillet 1977.

10. Sondages, 16(4), 1954.

11. Ibid, 17(1), 1955.

12. Le Point, n° 208, 13 septembre 1976 et Sondages, 40 (2-3), 1978.

13. Sondages, 19(2), 1957.

personnes interrogées pensent que ces mesures sont insuffisantes (il faut ajouter que 65% ne savent pas très bien de quoi il s'agit) (14). En 1965-1966 : 42% sont mécontents de la politique agricole et l'on pourrait multiplier les exemples (15).

En bref, les Français pensent qu'on ne fait pas assez pour les agriculteurs et cela se retrouve quand on propose ce qu'il faudrait faire. En avril 1974, 53% voudraient que les revenus des agriculteurs soient garantis par l'Etat (28% ne le souhaitent pas) (16) et une autre enquête révèle que davantage de Français sont prêts à plus de sacrifices. En octobre de la même année, le **Figaro** titre : «Près des trois quarts des Français favorables à une politique d'aide aux paysans». En effet 71 % «estiment qu'il vaut mieux aider ce secteur, même si certaines productions reviennent plus cher que les denrées importées. Alors que 16 % seulement préféreraient qu'on laisse jouer librement les mécanismes de la concurrence, même si cela doit se traduire par la disparition de certaines catégories d'agriculteurs» (17).

De là à proposer qu'une plus grande place soit faite à l'agriculture il n'y a pas loin. Le pas est aisément franchi : il faut lui donner une place plus importante : 64 % des non agriculteurs, il faut aider les exploitations qui ne sont plus rentables : 57 % (cf. tableau 1).

Les agriculteurs sont-ils favorisés ou non par rapport aux autres catégories ?

Dans l'ensemble on pense soit ni plus ni moins défavorisés que les autres, soit plutôt défavorisés. L'enquête du **Figaro agricole** de 1974 montre qu'une personne sur deux environ (49 %) ne les juge ni plus ni moins défavorisés, 28 % les pensent défavorisés, 19% plutôt favorisés (18).

COMMENT LES AGRICULTEURS SONT-ILS «JUGÉS» ?

Trois aspects peuvent être distingués dans la manière dont les agriculteurs sont jugés de l'extérieur : d'une part quel est leur niveau de vie, ou plutôt quel niveau de vie sont-ils supposés avoir ? D'autre part sont-ils «responsables» dans les prix, crises, etc..., ont-ils raison de manifester ? Enfin quelle attitude psychologique et politique ont-ils, quelle place leur accorde-t-on dans l'ensemble de la nation ?

Niveau de vie

Dans la majorité des cas leur niveau de vie n'est pas jugé très bon. Certes on pense qu'il s'est amélioré depuis 50 ans : 76% des personnes interrogées (mais 80% pour les ouvriers) (24). La cause principale d'amélioration évoquée est la mécanisation pour les agriculteurs (le progrès social pour les ouvriers). Par ailleurs dans la situation inflationniste des années d'après-guerre, pour une forte majorité (60%) de non agriculteurs ce sont les prix agricoles qui ont subi la plus forte hausse depuis la Libération ; par conséquent, le niveau de vie des agriculteurs n'est pas mauvais (la situation est assez naturellement inversée chez les cultivateurs : 58 % estiment que ce sont les prix industriels) (25).

Mais dans l'ensemble on pense que leur niveau de vie se détériore, qu'ils ont plus de difficultés que les autres, que

Ce sont surtout les cadres (supérieurs ou moyens), les professions libérales, les employés, bref les catégories sociales moyennes ou supérieures qui «plaignent» le plus les agriculteurs. En 1960, par exemple, 60% des cadres et professions libérales pensent qu'ils ont plus de difficultés que les autres, 44% des commerçants, 39% des employés, 35% des retraités et 22% des ouvriers (19).

L'IFOP-Le Point interroge en 1976 une population de cadres et d'employés sur : «qui est favorisé ou pénalisé par la politique gouvernementale ?». Tous pensent que les agriculteurs sont pénalisés : 41% des cadres supérieurs, 48% des cadres moyens, 57% des employés. Les proportions sont évidemment inverses en ce qui concerne les agriculteurs «favorisés» : 38% des cadres supérieurs les jugent comme tels, 32% des cadres moyens et 30% des employés (20). Il faut dire que cette unanimité se retrouve pour presque toutes les catégories à l'exception des cadres supérieurs (seuls eux-mêmes se jugent pénalisés) et des professions libérales que tous jugent favorisés(21).

Suivant l'actualité politique, on fait assez souvent l'hypothèse de l'arrivée de la gauche au pouvoir, avant qu'elle n'ait eu lieu. En 1976 : 58% des personnes interrogées pensent que ce serait une bonne chose pour les agriculteurs, mais on le pense pour toutes les catégories sauf pour les professions libérales et les cadres supérieurs (22). En mai 1977 l'enthousiasme est retombé : il n'y a plus guère qu'une personne sur trois pour estimer que ce serait une bonne chose (23) et la rupture de l'union politique semble avoir eu peu d'influence en la matière, selon divers sondages réalisés en octobre-novembre.

leur mécontentement est justifié, etc. Quelques exemples : en 1954 on se demande si le niveau de vie des différentes catégories sociales s'est élevé ou abaissé au cours de l'année : 32 % des personnes interrogées pensent qu'il s'est abaissé pour les agriculteurs c'est le chiffre maximum de toutes les catégories, suivi des ouvriers (28 %), 19 % estiment qu'il s'est élevé (26). Dix ans plus tard, la même question est posée : 51 % estiment que le pouvoir d'achat des agriculteurs a diminué, 52 % celui des employés, 63 % celui des ouvriers (voir tableau 2). On affirme à 44 % qu'ils ont plus de difficultés que les autres en 1960 (27) ; les années suivantes, on admet que leur mécontentement est tout à fait justifié (49 %), partiellement justifié (37 %), d'où un total impressionnant de 86 % face aux 6 % qui ne l'estiment pas justifié (8 % ne se prononcent pas) (28).

Les agriculteurs sont placés en troisième position (après les ouvriers et les retraités) à la fois parmi les victimes de l'inflation en 1976 et parmi celles de la crise en 1979 (29). A la fin de 1980, une enquête propose un certain nombre de jugements de valeur sur les conditions de vie des agriculteurs. Sur 100 personnes, 61 pensent que les agriculteurs «ont une vie difficile, un travail très dur et peu de vacances», 51 qu'ils «dépendent des intermédiaires qui fixent les prix de leurs produits» et 50 qu'ils «n'ont pas de

14. Ibid., 25(3), 1963.

15. Moyenne de six enquêtes réalisées de juillet 1965 à février 1966 Ibid, 28(1), 1966.

16. Le Figaro, 30 avril 1974.

17. Le Figaro, 7 octobre 1974. Enquête de l'Agricole, 5 octobre 1974.

18. Ibid.

19. Sondages, 22(3), 1960.

20. IFOP-Le Point, 28 juin 1976.

21. Une enquête, plus étroite, effectuée à la Thomson-CSF, confirme que les agriculteurs ne sont pas vus comme tellement privilégiés : 8% de l'ensemble seulement les jugent comme tels, 5% des ouvriers et 13% des cadres. Voir l'Humanité-Dimanche, 4-10 février 1976.

22. Le Point, 28 juin 1976.

23. Ibid., 23 mai 1977.

24. GIRARD (Alain) et BASTIDE (Henri). «Niveau de vie et répartition professionnelle : enquête sur l'information et les attitudes du public». Population, janvier-mars 1957, n° 1, pp. 37-51.

25. Sondages, 9(6), 1947.

26. Ibid., 17(1), 1955.

27. Ibid., 22(3), 1960.

28. Ibid., 25(3), 1963.

29. L'Express, 13 septembre 1976 et rapport SOFRES, septembre 1979 «Les Français face aux difficultés économiques».

sécurité et dépendent des caprices du climat» (30). Il n'y en a que 26 à estimer qu'ils «sont favorisés car ils paient moins d'impôts que les autres», 18 qu'ils «n'ont pas à se plaindre car ils ont un cadre de vie agréable», et 17 qu'ils «vivent bien grâce aux subventions de l'Etat».

Le problème des impôts revient à deux reprises : en 1957 il s'agit des impôts payés par les agriculteurs et les commerçants : 24% de l'ensemble les trouvent excessifs (14% parmi les non cultivateurs), mais il est intéressant de noter qu'une plus grande «faveur» est accordée aux commerçants (voir tableau 3). Un autre aspect de ce problème est envisagé en 1975 : il s'agit de la fraude fiscale : qui fraude le plus ? Et ici les agriculteurs sont beaucoup mieux «notés» que les industriels ou les professions libérales, étant plutôt considérés comme fraudant peu ou pas du tout.

Un autre problème est intéressant à relever concernant les conditions de travail des agriculteurs : l'agriculture a-t-elle ou non trop de bras ? En 1957 elle ne figure pas parmi les professions où les effectifs seraient trop nombreux, au contraire 30% pensent que l'on y manque de main d'œuvre (seconde profession après le bâtiment et les travaux publics : 39%) (31). Un peu plus loin la question est encore posée plus précisément sur le nombre de personnes travaillant dans l'agriculture. Il n'y en a pas assez : 61%, comme il convient : 27%, trop : 4%, et «Est-ce une bonne ou une mauvaise chose que les jeunes quittent la campagne pour aller travailler en ville» ? Bonne chose : 18%, indifférente : 14%, mauvaise chose : 60% (la raison évoquée dans ce cas étant évidemment la pénurie de main d'œuvre à la campagne) (32).

Huit ans plus tard : «Y a-t-il trop de monde dans l'agriculture ?» demande-t-on, oui : 17% (en moyenne), non : 66% (33). Question complétée par une autre : l'agriculture manque-t-elle de bras ? oui : 46%, il y a trop de monde sur des champs trop petits : 23%, juste assez de monde : 15%. A l'évidence la population agricole française n'apparaît pas comme trop nombreuse ! Si l'on fait appel à une appréciation statistique de l'évolution des différentes catégories, il se trouve 1% des personnes pour penser que la population agricole a augmenté dans l'ensemble de la population française, 57% estiment qu'elle a diminué, ce qui correspond évidemment mieux à la réalité (34).

Peu de temps après on pose la question : «Parmi les domaines suivants, quels sont ceux selon vous à qui la création d'emplois serait la plus utile ?». L'agriculture arrive en cinquième position, avec 25% des réponses, derrière la santé (69%), l'enseignement (45%), les services publics (36%) et l'industrie et le bâtiment (27%), et précède l'amélioration du cadre de vie (17%), (mais est-ce une catégorie bien déterminée ?) et le tourisme et les activités culturelles (8%) (35).

En bref le niveau de vie des agriculteurs n'est pas jugé très bon. On pense que le mécontentement paysan n'est pas sans fondement, qu'ils ne «fraudent» fiscalement pas plus, plutôt moins que les autres, et que «l'agriculture manque de bras».

Les responsabilités des agriculteurs

Les agriculteurs ne sont jamais majoritairement incrimi-

nés, jamais responsables ni des crises, ni de la hausse des prix alimentaires. En 1945-1946, ils ne sont pas responsables de la crise du pain : 12% seulement des personnes interrogées les accusent, alors que 21% en rendent responsable Christian Pineau, ministre du ravitaillement, 21% le gouvernement du général de Gaulle, 20% les ministres du ravitaillement en général (36). En 1963, ils ne sont pas responsables de la hausse du prix du beefsteak : 6% seulement dénoncent les éleveurs, mais 78% les intermédiaires, 45% les bouchers, 37% le gouvernement, 25% les «consommateurs qui dédaignent les bas morceaux». (Plusieurs réponses possibles) (37). En 1980 ils ne sont pas responsables de la hausse de l'ensemble des prix alimentaires. L'IFOP demande : «Pourquoi les produits alimentaires coûtent cher ?» 64% de l'ensemble des personnes interrogées mettent en avant le fait que «les intermédiaires s'en mettent plein les poches», 46% que «le gouvernement devrait contrôler les prix», 30% que «les consommateurs achètent n'importe comment et font grimper les prix», 23% que «les commerçants roulent les consommateurs» ; 18% pensent que «les produits alimentaires n'augmentent pas plus que le reste», et 7% seulement estiment que «les agriculteurs profitent de la situation» (38).

Résultat, on ne les condamne pas quand ils manifestent. En 1961, 47% des personnes interrogées sont plutôt favorables aux manifestations agricoles (31% plutôt hostiles) (39). En 1974 : 52% sont d'accord «estimant que, pour cette catégorie professionnelle c'est le seul moyen efficace pour faire connaître ses revendications» (40). En revanche 41% pensent qu'ils ont tort d'employer ce moyen, même si leurs revendications sont justifiées. Comme «type» de manifestations on préfère (et de beaucoup : 45%) la distribution gratuite de produits !, la vente «sauvage» : 41%, le barrage des routes : 13%, la destruction des produits : 2% ; il se trouve même 1% des personnes interrogées pour approuver les enlèvements de personnalités (41).

Vision de l'attitude psychologique et politique

L'IFOP se préoccupe de la psychologie des villes et des campagnes en mai 1946 à une époque donc assez «privilegiée» de ce point de vue, puisque l'on n'est pas encore sorti des difficultés du ravitaillement qui durent depuis plusieurs années, ce qui n'est pas évidemment sans influence sur les mentalités collectives. Ce que les gens des villes reprochent le plus aux gens de la campagne, c'est d'abord leur égoïsme (entre 35 et 49% selon la taille de l'agglomération, la progression n'étant nullement linéaire), puis de «s'enrichir aux dépens des gens de la ville» (entre 19 et 24%), leur avarice (entre 11 et 22%). D'être «arriérés et réfractaires au progrès» vient bien après (entre 2 et 8%) et de toujours se plaindre (1%) (42).

Quelque trente ans plus tard **Le Nouvel Economiste** demande une enquête auprès d'un échantillon représentatif de 910 ouvriers et 400 chefs d'entreprises industrielles, donc une population très particulière. Aux ouvriers, on pose spécialement la question : «En tant qu'ouvriers, pour quelle catégorie sociale éprouvez-vous le plus de sympathie ?» Les employés sont préférés, avec 31% des réponses, puis les artisans : 21% et les agriculteurs : 18%, les autres catégories ne recueillent qu'entre 6 et 2% des réponses (43). Par nuance syndicale, ce sont les ouvriers

30 - Agriculteurs, consommateurs, expliquez-vous-. La Vie, 12 février 1981 (enquête -La Vie- et -Agrisept-, auprès de 2.182 personnes âgées de quinze ans et plus, dont 181 agriculteurs).

31 Population, op. cit., p. 45-46.

32 Ibid., pp. 54-55.

33 Sondages, 27(1), 1965.

34 L'opinion en France en 1977, ouvrage collectif, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1977, p. 109.

35 SOFFRES. -La place du travail et du chômage dans la vie des Français-, novembre 1978.

36 Sondages, 8(4), 1946.

37 Ibid., 26(4), 1964. Enquêtes entre septembre 1963 et octobre 1964.

38 La Vie, 12 février 1981.

39 Sondages, 25(3), 1963.

40 Le Figaro, 7 octobre 1974.

41 Mais 93% trouvent cela inadmissible, heureusement, L'Agricole, 5 octobre 1974.

42 Sondages, 8(12), 1946.

43 Le Nouvel Economiste, n° 156, 6 novembre 1978.

de F.O. qui se sentent le plus proche des agriculteurs (28%), et par préférence politique l'ouvrier votant pour l'ex-majorité est plus proche des agriculteurs (22%) alors que celui de l'ex-opposition préfère les employés à 37% pour les socialistes, 31% pour les communistes.

En 1974 la moitié des Français interrogés par l'IFOP estiment que dans dix ou vingt ans on vivra moins bien (51%), dans les villes toujours plus peuplées, plus étendues et plus inhumaines (60%), donc probablement mieux à la campagne (44).

En 1978 un autre sondage DATAR-IFOP est lancé. Le Point titre «Les Français : vive le village ! Que doit d'abord être l'aménagement du territoire ? Réponse massive des Français consultés par la DATAR et l'IFOP : une action locale qui rende vie aux bourgs et aux villages» (Voir tableau 4).

En 1980, les Français préféreraient toujours vivre à la campagne, bien qu'à un pourcentage un peu inférieur (36%) (45). Quant aux parisiennes 35% d'entre elles choisissent également la vie à la campagne (46).

Une autre question est posée sur la «population des villages de votre région» : 29% des personnes interrogées pensent qu'elle va se maintenir, 36% qu'elle va croître et 27% seulement diminuer (8% ne se prononcent pas, une seule réponse possible). On pense même que l'agriculture est un atout pour «protéger les paysages et la nature» (71 %), accroître les exportations (52 %), développer les industries (49 %) (probablement agro-alimentaires mais ce n'est pas précisé) et créer des emplois (35 %) (plusieurs réponses possibles) (47).

Par ailleurs, les agriculteurs sont-ils jugés reconnaissants aux gouvernements qui ont beaucoup fait pour eux ? Un sondage de mai 1976 tente de dégager l'image que les Français ont gardé du gouvernement du maréchal Pétain, régime qui, quel que soit le jugement porté, a incontestablement cherché à développer l'agriculture et favoriser les agriculteurs. Ces derniers ne sont pas considérés comme les plus favorables mais ils sont malgré tout assez bien placés : en cinquième position, avec 30% des personnes interrogées les estimant favorables, derrière les personnes âgées (46%), l'église catholique (44%), les patrons (39%) et la police (38%). Il faut toutefois remarquer, dans ce sondage, la forte proportion de non réponses qui atteint toujours 40% et pour les agriculteurs monte même jusqu'à 45% (48).

En 1977 on pose presque la même question par rapport au R.P.R. et à Jacques Chirac. Le rapprochement des pourcentages est frappant : 30% les jugent favorables également, 15 et 14% hostiles et ici le pourcentage «d'abstentions» est beaucoup plus faible (19-20%) (49). La classification des autres catégories n'étant pas du tout la même, la comparaison entre elles est difficile, seuls les ouvriers sont vus comme beaucoup plus hostiles à Jacques Chirac qu'au maréchal Pétain. (respectivement 5 et 15% les jugent favorables).

En dehors d'une politique agricole active, cela est peut-être lié à une certaine «idée de la France» ? En effet, si l'on enquête sur les catégories sociales considérées comme les moins patriotes, la paysannerie est tout à fait en bas de l'échelle : 4% seulement des personnes interrogées la considèrent ainsi, alors que 26% placent la classe moyenne.

Le pourcentage ne change guère selon la couleur politique déclarée par les interviewés (voir tableau 5).

On pose également la question de la catégorie la plus patriote : la classe ouvrière est la première (25%) puis, très proche, la paysannerie (23%) et ensuite la classe moyenne, la bourgeoisie, l'aristocratie. Ici la sympathie politique modifie le patriotisme attribué aux paysans ; en effet les sympathisants du parti communiste ne sont que 9% à les considérer comme les plus patriotes, ceux du parti socialiste 25%, du centre 34%, des républicains indépendants 27% et du RPR 29%.

En 1979 l'Express publie un sondage sur le nationalisme. A la question : «Parmi les catégories sociales, quelles sont celles que vous considérez comme les plus attachées à défendre à tout prix l'indépendance nationale de la France ?» on répond : la classe moyenne 38%, la classe ouvrière 37%, la paysannerie 25%, la grande bourgeoisie 17% (50). De plus toutes les catégories, sauf les cadres supérieurs et les professions libérales, s'attribuent à elles-mêmes «la palme de l'indépendance» (les agriculteurs à 43%). En d'autres termes, si les Français refusent de considérer la classe paysanne comme non patriote, ils ne la voient pas non plus comme la plus «enflammée» par le nationalisme.

CONCLUSION

En bref, d'après les réponses recueillies qui, une fois de plus, ne reflètent peut-être pas très fidèlement l'opinion française, les problèmes agricoles ne sont pas au premier rang des préoccupations, sauf dans l'immédiat après-guerre -en raison des difficultés du ravitaillement- et dans le cadre européen. Les Français ne sont pas hostiles à une politique d'aide à l'agriculture et même, avec le temps, y semblent de plus en plus favorables. Ils considèrent le mécontentement paysan comme plutôt justifié, ne voient pas cette catégorie comme tellement plus favorisée que les autres, et ne l'estiment pas composée de gens très heureux. La forte proportion de réponses disant qu'il n'y a pas trop de monde et condamnant l'exode rural est aussi à noter ; on y souhaite même des créations d'emplois. Enfin l'agriculture est considérée dans l'ensemble comme une chance, un atout pour la France aussi bien pour ses exportations que sur le plan intérieur, notamment pour l'équilibre et l'amélioration du cadre de vie. En d'autres termes les Français ne sont pas hostiles aux transferts en faveur de l'agriculture. Ils pensent même que les agriculteurs peuvent apporter quelque chose aux autres catégories, et cela davantage en 1980 qu'en 1950.

En effet, depuis quelques années, un regain de faveur pour la campagne, la nature, un écologisme, plus ou moins latent et conscient, viennent renforcer les bonnes dispositions en faveur des agriculteurs. Louis Bodin et Jean-Michel Royer ont montré à quel point les thèmes ruraux restent présents dans la littérature et la mentalité quotidienne des Français : «Abruti par le métro, rongé par la poussière, le citadin voit le bonheur en vert : verts pâturages, vert-Dufy (...). Démagogues de l'illusion, les directeurs de magazines illustrés connaissent bien leur clientèle, eux qui multiplient les photos de manoirs vêtus de lierre (...). Les luxueuses revues qui sentent bon aiment tout particulièrement les chaumières». Et ils poursuivent : «Depuis La Fontaine on ne cesse de réécrire la fable du rat des villes et du rat des champs. Face à la ville mangeuse d'hommes, à la ville décérébreuse, la campagne reste le lieu du bonheur et le conservatoire de la civilisation» (51).

Mais l'image des agriculteurs dans l'opinion publique française ici présentée n'est que partielle, vue sous l'angle des transferts. Bien d'autres aspects pourraient être évo-

44. Le Monde, 27 novembre 1974.

45. Ibid., 25 décembre 1980.

46. Marie-France, mai 1980, «Les femmes jugent Paris».

47. Le Point, n° 323, 27 novembre 1978.

48. Sondages, 38 (3-4), 1976.

49. L'opinion en France, op. cit., p. 263, repris dans Le Nouvel Observateur, 24 janvier 1977.

50. L'Express, 10-16 février 1979.

51. BODIN (Louis) et ROYER (Jean-Michel), «Vocabulaire de la France», Esprit n° 256, décembre 1957, pp. 655-656.

qués. On ne prendra que deux exemples significatifs. D'une part, le marché commun sera-t-il ou non une bonne chose pour l'agriculture française ? Dans l'ensemble on pense que oui, surtout dans les années 1963-1965, un certain «désenchantement» se faisant jour par la suite. Plus importante, peut-être encore est la vision que les Français ont du métier d'agriculteur ; force est de reconnaître qu'elle n'est pas très brillante. Des questions sont posées aux adultes qui désireraient changer de profession : parmi eux, très peu choisiraient l'agriculture.

De même quand on demande aux parents qu'elle profession ils aimeraient pour leurs enfants, il n'y a qu'une infime minorité pour indiquer l'agriculture. Quant aux enfants et aux jeunes, ils ne pensent pas non plus que ce soit un

métier très enviable, les enfants préférant être enseignants (prestige du professeur ?) et les jeunes choisissant plutôt les métiers d'ingénieurs ou de techniciens (52). En revanche, et cela est important à signaler, l'achat de terres est souvent considéré comme un bon moyen de placer ses économies.

Les Français admettent les transferts à l'agriculture, sans désirer tellement les voir s'accroître. Ils sont plutôt prêts à acheter des terres et comptent sur les agriculteurs pour préserver la nature, mais n'envisagent nullement d'embrasser cette profession.

52. Quant aux femmes : «Si vous aviez à choisir, préféreriez-vous que votre compagnon soit...» agriculteur : 8%, mais 16% : médecin, avocat, membre d'une autre profession libérale ou cadre dans une entreprise. Elle, 18 août 1980.

Tableau 1.— Place de l'Agriculture

Question : Voici deux opinions que nous ont données des personnes à propos de la place qu'il faut faire à notre agriculture dans l'économie française d'aujourd'hui. Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

Réponses proposées :

	Non agricult.	Agriculteurs
L'agriculture est aujourd'hui une chance pour notre économie. Il faut la développer et lui donner une place encore plus importante	64%	82%
La place faite à l'agriculture dans notre économie est suffisante et il est plus important de développer d'autres secteurs	23%	10%
Ne sait pas	13%	8%
	100%	100%

Question : Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus d'accord ?

Réponses proposées

	Non agriculteurs	Agriculteurs
Il faut aider les exploitations qui ne sont plus rentables	57%	61%
Il vaut mieux laisser disparaître les exploitations qui ne sont pas rentables	29%	24%
Ne sait pas	14%	15%
	100%	100%

Source : Union Agriculture, 393, juillet 1977

Tableau 2.— Le pouvoir d'achat des agriculteurs

Question : Pouvez-vous me dire, pour chacune des catégories suivantes, si vous pensez que son pouvoir d'achat depuis un an a augmenté, a diminué ou est resté le même ?

	a augmenté	a diminué	est resté le même	sans opinion	
Les agriculteurs	18%	51%	18%	13%	=100%
Les industriels	36%	17%	21%	26%	=100%
Les employés	16%	52%	22%	10%	=100%
Les cadres supérieurs	31%	18%	29%	22%	=100%
Les commerçants, artisans	18%	44%	20%	18%	=100%
Les ouvriers	13%	63%	18%	6%	=100%

Source : Elle, janvier 1975.

Tableau 3.— Les agriculteurs et les impôts

Estimez-vous que les impôts de toute nature qui sont actuellement demandés aux paysans sont insuffisants, ce qu'il faut, ou excessifs ? Et les impôts demandés aux commerçants ?

Septembre 1977

	Impôts des cultivateurs			Impôts des commerçants		
	Ensemble	Cultivateurs	Non cultivateurs	Ensemble	Commerçants	Non commer.
	%	%	%	%	%	%
Insuffisants	27	8	33	24	5	27
Ce qu'il faut	28	27	28	27	15	26
Excessifs	24	55	14	30	72	26
Ne se prononcent pas	21	10	25	19	8	21
	100	100	100	100	100	100

Pour chacune des catégories suivantes, pouvez-vous me dire, si, à votre avis, il y a en général beaucoup, assez, peu ou pas du tout de fraude fiscale ?

	Beaucoup	Assez	peu	pas du tout	sans opinion	
Les agriculteurs	13%	19%	32%	18%	18%	=100%
Les industriels et chefs d'entreprises	31%	30%	16%	6%	17%	=100%
Les professions libérales	31%	25%	20%	7%	17%	=100%
Les commerçants et artisans	12%	25%	36%	13%	14%	=100%
Les cadres	3%	10%	23%	44%	20%	=100%

Source : Elle, janvier 1975.

Tableau 4.— Les Français et la campagne

Que faut-il faire surtout, à votre avis, pour que les Français vivent mieux ?		Dans ou près d'un bourg (2.000 à 10.000 habitants)	20%
Faciliter le développement des petites villes		Dans une plus grande ville (plus de 50.000 habitants)	8%
au détriment des grandes	38%	A Paris	3%
Favoriser la vie à la campagne et	} 75%	Dans la région parisienne	3%
freiner l'urbanisation		37%	Ne se prononcent pas
Freiner le développement des très grandes villes	16%	A votre avis, vivra-t-on mieux ou moins bien en ville en l'an 2000 qu'aujourd'hui ?	
Ne se prononcent pas	9%	On vivra moins bien	49%
Si vous aviez le choix, aimeriez-vous vivre...		On vivra mieux	18%
A la campagne	43%	La même chose	12%
Dans ou près d'une ville moyenne		Ne se prononcent pas	21%
(moins de 50.000 habitants)	22%		

Source : Le Point, n° 323, 27 novembre 1978.

Tableau 5.— Les agriculteurs et le patriotisme

Parmi les catégories sociales suivantes, pouvez-vous dire quelle est la plus patriote ?

	Ensemble	PC	PS	Centre	RI	RPR	Sans étiquette
	%	%	%	%	%	%	%
La bourgeoisie	7	8	7	9	9	9	5
La classe ouvrière	25	59	32	14	14	10	22
La classe moyenne	17	5	18	17	23	28	12
L'aristocratie	5	3	4	6	4	6	4
La paysannerie	23	9	25	34	27	29	18
Sans opinion	23	16	14	20	23	18	39
et la moins patriote ?							
	Ensemble	PC	PS	Centre	RI	RPR	Sans étiquette
	%	%	%	%	%	%	%
La bourgeoisie	26	38	36	26	20	19	17
La classe ouvrière	13	12	10	14	18	27	9
La classe moyenne	6	2	7	3	8	7	6
L'aristocratie	14	18	18	12	13	14	9
La paysannerie	4	6	4	5	3	5	4
Sans opinion	37	24	25	40	38	28	55

Source : L'Expansion, février 1977.